

## Taxation des infrastructures

### Des alternatives au rapport Duron



Suite à l'édito de lundi 5 février ([NL n°2648](#)) relatif à la prise en charge financière des infrastructures par les transporteurs routiers, Philippe Mangeard, président de TK Blue, apporte sa propre lecture du rapport présenté par Philippe Duron à la ministre des transports. Rappelons que les objectifs prioritaires définis par ce document concernent la réduction impérative des émissions de gaz à effet de serre et l'entretien et la mise à niveau des actifs existants. Pour autant « *ni la structuration des projets présentés comme prioritaires, ni le financement des options choisies ne respectent ces deux impératifs* », objecte Philippe Mangeard. « *On ne parle que de faire payer les transporteurs routiers : remise en cause du remboursement partiel de la TICPE, vignette forfaitaire pour les poids-lourds et VUL, Péages urbains pour les zones denses* ». Face à des mesures qu'il estime inutiles et pénalisantes pour le transport routier, Philippe Mangeard invite les organisations FNTR, TLF et OTRE, qui elles aussi ont rejeté ces propositions, à rejoindre son comité d'experts (la CCTE, Contribution des Chargeurs à la Transition Energétique et Ecologique) dont les principes fondateurs sont d'apporter une réponse aux défis exposés dans le rapport. Parmi ces propositions notons la volonté de faire contribuer directement les chargeurs à l'entretien et au développement des infrastructures, ou encore de passer de la volumétrie « Kilomètre » à une volumétrie émissions de gaz à effet de serre. « *Les chargeurs savent bien que, de toute façon, les taxations supplémentaires prévues par le rapport Duron sur les transporteurs se seraient retrouvées dans leurs factures* », souligne par ailleurs Philippe Mangeard. Il est vraisemblable que les propositions de la CCTE ne recueilleront pas d'emblée une adhésion unanime. Mais elles ont indiscutablement le mérite d'ouvrir le débat en avançant des arguments qui tranchent avec les habituelles « recettes » proposées par les gouvernements successifs. « *Les chargeurs ne seront pas dupes et sauront demander à leurs prestataires des informations exactes et non de simples moyennes sans valeur* » lance-t-il, comme pour se rassurer.